

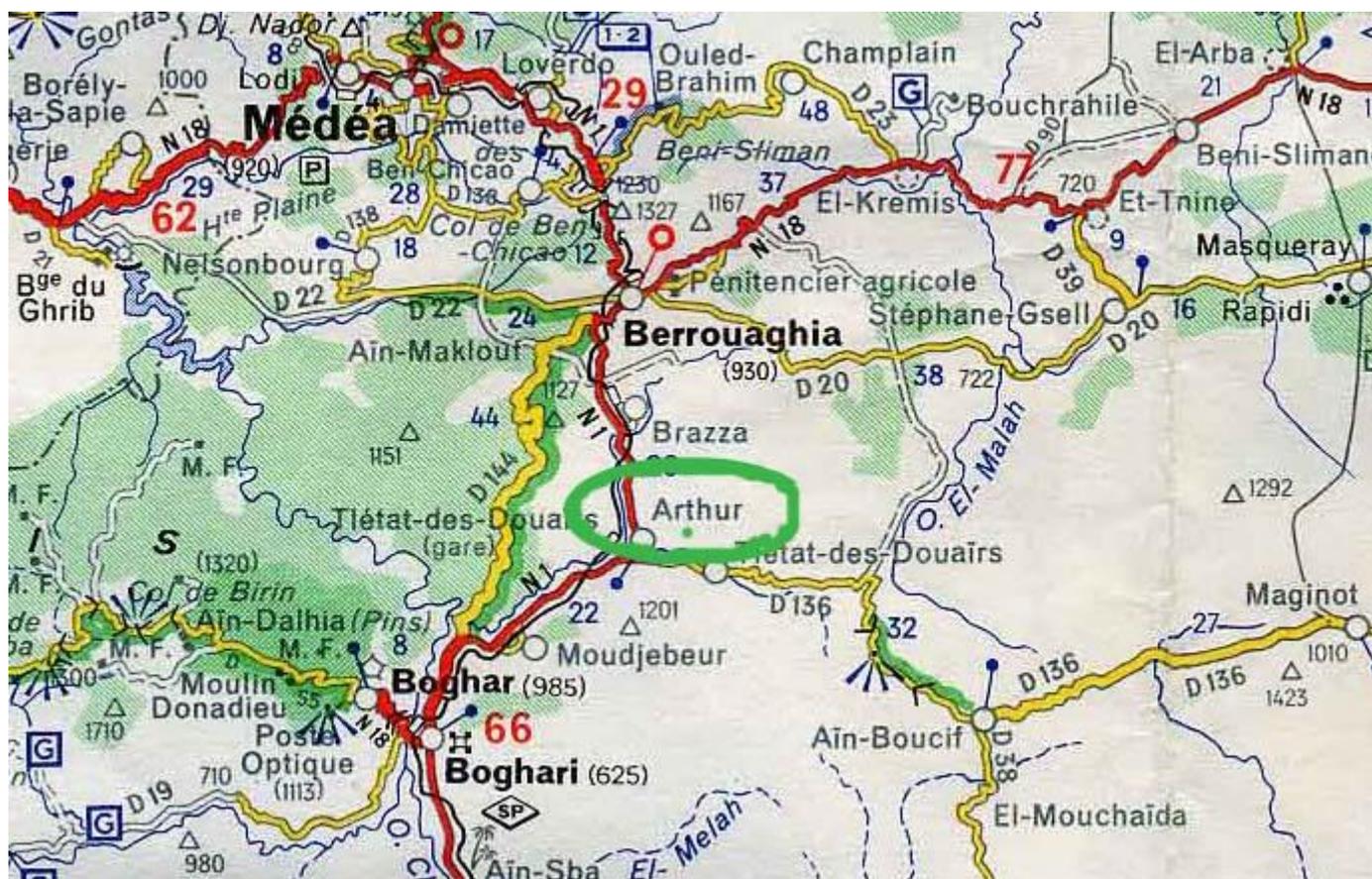
INFO 528 MAGINOT

« Non au 19 mars »

VOICI quelques articles de presse ou de donateurs retenus à votre attention :

1/ Le village de MAGINOT devenu CHELLALAT EL ADHAOURA à l'indépendance

Situé à 140 kilomètres au Sud de la capitale ALGER ; sur la D 136 à 27 Km à l'Est d'AÏN BOUCIF et à 35 Km de SIDI AISSA qui est le siège de sa Commune Mixte.



Son climat est de type continental, froid en hiver et un peu chaud en été.

Au temps de la présence romaine en Afrique, la ville portait le nom d'AFOUL. Les restes d'un théâtre y ont été repérés.

Présence française 1830-1962

MAGINOT, DE FOUCAUD et AÏN BOUCIF furent les ultimes centres de colonisation créés en Algérie pour les néo-immigrants qui durent se contenter des dernières concessions octroyées par le gouvernement : 65 hectares chacun d'une terre aride à la limite de désert.

Le site, ci-dessous, lui a consacré une étude approfondie qui est ici reprise.

http://alger-roi.fr/Alger/titteri/textes/23_titteri_derniers_villages.htm#maginot (Auteur Georges BOUCHET)

Les Villages de Colonisation :

Il a été créé dans tout le TITTERI, vingt quatre villages entre 1848 et 1924 :

- Trois sur les hautes plaines,
- Vingt et un dans l'Atlas Tellien, plutôt au Nord qu'au Sud.

Sur ces 21 villages telliens :

- 7 sont proches de MEDEA,
- 5 sont dans la plaine des ARIBS,

- 3 sont alignés sur la RN 1 dans la vallée de l'oued AKOUM (BRAZZA, ARTHUR et MOUDJEBOUR)
- 6 sont plus isolés, à l'écart des axes majeurs des RN 1 et RN 8

Sous la 3^{ème} république après 1918 :

Après la guerre, en ce qui concerne la colonisation française, il convient de ne pas confondre l'apparence et la réalité :

-L'apparence :

Le succès de la colonisation paraît si assuré que nous commémorons avec faste le centenaire de la conquête, en 1930, immortalisée, pense-t-on, par la construction du monument de BOUFARIK à la gloire des colonisateurs ;

-En réalité :

En 1930 c'en est déjà fini en ce qui concerne la colonisation rurale : les deux derniers villages (Gaston DOUMERGUE et MEDRISSA) ont été créés en 1928. Il n'y en eut pas d'autres pour plein de raisons qui étaient apparues avant 1914 et qui s'aggravaient :

- difficulté de trouver des terres sans susciter de mécontentements,
- difficulté de trouver des terres en zone suffisamment humide,
- difficulté même de trouver des volontaires "immigrants" c'est-à-dire métropolitains,
- coût de plus en plus élevé des infrastructures.

Plus inquiétant encore : les colons, pour la première fois en 1902, vendirent plus de terres aux indigènes qu'ils ne leur en achetèrent. Après 1918 ce déséquilibre devint permanent. Il s'enclencha ainsi un processus insidieux qui s'accéléra après 1945. Pour exposer cet exode rural qui vide les villages de colonisation lentement mais sûrement, il suffit de lire l'ouvrage de Mr A. ROSFELDER, le « *Onzième commandement* » (page 235) :

« Des centaines de familles européennes se sont repliées sur la côte, perdant souvent la notion même du monde colonisateur d'où elle venait. L'existence serait plus facile là-bas... On laisse derrière soi des noms sur des monuments que seuls parcourent encore du regard des étrangers curieux de savoir si quelqu'un portant leur patronyme est venu se perdre ici... »

Quant aux fermes qui survivent, on n'a pas à les abandonner vraiment ; assurer le calendrier des cultures, les fournitures et les ventes, n'impose pas la nécessité d'y vivre ; un Arabe de confiance, quelques voyages surprises pour affirmer l'œil du maître, un séjour au temps des moissons ou des vendanges suffisent à leur bonne gestion. Pour le mieux loti, il est devenu facile de partir tout en croyant rester. Pour le plus modeste, il est difficile de rester sans feindre d'ignorer qu'une époque s'éloigne. Le blédard est en voie d'extinction ».

Ce phénomène a commencé très tôt, parfois dès le début. Dans le TITTERI nous l'avons mesuré, par exemple à HOICHE ou à MASQUERAY. Il n'est pas perçu par les Français qui vivent dans les grandes villes de la côte.

La tentation de revendre sa concession le plus vite possible est telle qu'en 1924 le Gouverneur Théodore STEEG signe le 9 septembre un décret qui modifie les conditions d'attribution des lots :

- 50 % des lots rendus accessibles aux colons ou aux fils de colons (au lieu de 25 %),
- obligation de résidence portée à 20 ans (au lieu de 10),
- interdiction de vendre à un non-colon français portée à 40 ans (au lieu de 20).



Théodore STEEG (1868/1950) : http://fr.wikipedia.org/wiki/Th%C3%A9odore_Steeg

Avec le recul du temps ce décret paraît loufoque, car 40 ans plus tard, en 1964, il n'y avait plus de colons du tout, ni dans ces nouveaux villages (peu nombreux, aucun dans le TITTERI), ni dans les anciens. Les fermes avaient été saisies en tant que « *biens vacants* ».

Dans le TITTERI seuls deux ou trois villages ont été créés après 1918, à la limite des steppes : deux d'entre eux se trouvent sur la route de BOGHARI à SIDI AÏSSA par ARTHUR (la RD 136) dont celui de **MAGINOT**.



André Louis René MAGINOT (1877/1932)

http://fr.wikipedia.org/wiki/Andr%C3%A9_Maginot

L'origine du nom de ce village est celui d'un personnage politique français rendu célèbre par un ensemble de fortifications imprenables, comme chacun le sait depuis mai - juin 1940. Mais cette "*Ligne Maginot*" n'est pas du tout la raison qui a motivé la dénomination d'un village de colonisation créé bien avant les travaux de fortification commencés en 1929. Auparavant, MAGINOT avait été en 1907, le directeur de l'Intérieur au gouvernement général de l'Algérie. A ce titre il était l'un des principaux responsables de la création ces villages ; il a donc eu sa part dans la fondation de MASQUERAY en 1907

Ce lieu aurait servi de poste militaire à partir de 1845. Le guide JOANNE, recensement des communes, de 1908 ne le mentionne pas est donc sa création ne peut-être qu'ultérieure. Le village de MAGINOT fut rattaché à la Commune Mixte de SIDI AÏSSA

Il s'agit d'une région sèche, mais non aride, faite de vallonements entrecoupés de ravins dus à une érosion régressive génératrice de bad-lands et accélérée par la mise en culture systématique des terres. Les altitudes des champs son autour de 850 à 950 mètres. Quelques rides montagneuses, le plus souvent pelées, et orientées d'Ouest en Est, dépassent de peu les 1 100 mètres. C'est assez pour qu'il y ait un peu de neige en hiver et qu'il tombe dans l'année 500 mm de pluie.

La zone est endoréique : les Oueds, tous à écoulement temporaire, évacuent leurs crues vers le chott EL HODNA.



Le paysage, lorsque le blé est récolté et les terres labourées, est de couleur ocre. Il donne une impression de grande sécheresse. Au printemps tout reverdi jusqu'aux moissons.



Les activités sont purement agricoles. Les colons avaient reçu des concessions de plus de 40 hectares, et sans doute d'au moins 70 ha ; ce qui leur permettait de réussir avec des cultures de céréales en *dry farming* et mécanisées. Il se peut que certains aient ajouté des revenus tirés de l'élevage des moutons qui est de tradition dans cette région, en association avec des pâturages d'hiver sur les hautes plaines, et d'été sur les éteules.

En 1954 la commune de MAGINOT avait 1 388 habitants, dont 157 Européens. Ce chiffre est important, et le pourcentage des européens supérieur à 10, surprenant, si loin des villes de la côte. MAGINOT est du nombre des villages qui semblaient avoir réussi.

La tribu des ADHAOUARA qui a donné son nom au lieu dit, était célèbre au 19^{ème} siècle pour ses élevages de chevaux. L'intendance militaire lui aurait acheté des montures pour les Spahis des places de MEDEA et d'AUMALE. En 1962 seul l'élevage de moutons s'était maintenu et même développé.

L'aspect du village est éparpillé : pas de maisons jointives le long des trottoirs bien aménagés, mais des bâtiments dispersés. Les colons ne manquaient pas de place. La route, qui aussi la rue principale, grimpe sur une colline où se trouve la mosquée : du haut du minaret carré il doit y avoir une belle vue sur toute la contrée. Au contraire, l'église est en bas. Des arbres ont été plantés en bordure de l'agglomération et forment des espaces boisés ainsi que des lieux de promenade.



L'église est bien en petite bordure d'un vaste espace non aménagé. La mosquée paraît grande, mais le plus grand bâtiment est sans conteste la gendarmerie. Le style des maisons indique à coup sûr une construction postérieure à 1918 et fournit un argument, mais pas une preuve, pour imaginer une création dans les années 1920. L'existence des parcelles boisées prouve que le climat n'est pas aussi aride que celui des steppes : c'est l'altitude qui explique cette relative humidité.



DEPARTEMENT

Le département de MEDEA fut un département français d'Algérie entre 1957 et 1962.

Considérée depuis le 4 mars 1848 comme partie intégrante du territoire français, l'Algérie fut organisée administrativement de la même manière que la métropole. C'est ainsi que pendant une centaine d'années, la ville de MEDEA, fut une sous-préfecture du département d'ALGER, et ce jusqu'au 20 mai 1957. À cette date ledit département est amputé de sa partie méridionale, afin de répondre à l'accroissement important de la population algérienne au cours des années écoulées.

Le département de MEDEA fut donc créé à cette date, et couvrait une superficie de 50 331 km² sur laquelle résidaient 621 013 habitants et possédait cinq sous-préfectures : **AUMALE**, BOGHARI, BOU-SAÂDA, Paul CAZELLES et TABLAT.

En 1958, un arrondissement supplémentaire lui est rattaché, celui de DJELFA, constitué du territoire de la commune mixte éponyme, et les arrondissements d'AUMALE, de BOU-SAÂDA et de TABLAT en sont distraits pour constituer l'éphémère département d'AUMALE.

L'arrondissement d'AUMALE comprenait 14 centres : ABOUTVILLE – AÏN BESSEM – AUMALE – BENI SLIMANE – BERTVILLE – CAMP des FRENES – DIRAH – HOCHÉ – LA BARAQUE – **MAGINOT** – MASQUERAY – SIDI AÏSSA – TREMBLES (Les) – SAS d'AÏN EL HADJEL -



Le contre Maquis de SI CHERIF : 1957 - 1962

De juillet 1957 à 1962 le village de MAGINOT a hébergé, dans une maison d'ancien colon, le PC d'une troupe de contre-guérilla jugée efficace, mais qui, pour ses soldats, a mal fini à cause de l'attitude du gouvernement français à l'égard de tous les supplétifs qui nous avaient aidé à maintenir la sécurité et qu'on a finalement délibérément abandonnés. Le cas de SI CHERIF à MAGINOT fournit une excellente illustration de la duplicité de DE GAULLE et de ses serviteurs zélés.



Cherif BESAÏD, dit SI CHERIF

SI CHERIF est un militaire de carrière qui tint garnison en Allemagne, à Madagascar (1948) et fit deux séjours en Indochine entre 1951 et 1955 (où il a obtenu 3 citations dont l'une à l'Ordre de l'Armée). Lorsqu'il rentre au pays la rébellion avait commencé. Il avait la réputation d'être messaliste, ce qui n'était pas bien vu par le FLN. Là se place un épisode de sa vie resté obscur ; ce qui oblige à utiliser le conditionnel. Il aurait été enlevé en 1955 par le FLN, sur la route d'AUMALE. Il aurait alors participé, de gré ou de force, aux combats du FLN contre la France. Mais il se serait opposé à ses chefs, après une opération calamiteuse, et, se sentant menacé, se serait enfui après avoir tué quelques cadres du FLN.

Pour la suite le conditionnel n'est plus de mise. **SI CHERIF** vint chercher refuge à la S.A.S. de **MAGINOT**. Il avait alors 32 ans, 11 ans d'armée et était Sergent-chef. Il proposa de se rallier avec quelques fidèles de sa région de **MAGINOT**. Le commandement militaire de **MEDEA** accepta. **SI CHERIF** amena avec lui 300 hommes, puis 600. Il établit son PC à **MAGINOT**, avec deux autres postes à **EL BENIA** et à **AÏN BOUCIF**. Il organisa dans la région, celle des **ADHOUARA**, une efficace contre-guérilla. Mais en janvier 1961 il s'inquiéta de l'inflexion de la politique française, et demanda des assurances pour son avenir, celui de ses troupes et de leurs familles...On les lui accorda. Hélas ! C'était paroles en l'air ici comme ailleurs en Algérie. Il a tout de même été admis à prendre le bateau pour la France avec un ou plusieurs adjoints, mais ses soldats furent abandonnés aux représailles du FLN. **SI CHERIF** fut, en mars 1962, intégré à l'armée française avec le grade de Capitaine.

MOSTEFA LACHERAF, indépendantiste, est né, le 7 mars 1917 à **EL KERMA** des **OULED BOUZIANE**, près de **MAGINOT**
 (Ndlr : Voir sa biographie au titre 2)



■ De droite à gauche : Ben Bella, Boudiaf, Aït Ahmed, Lacheref et Khider, photographiés le 24 octobre 1956, après le détournement illégal, par l'armée française, de l'avion les transportant au Caire (cl. AFP).

MONUMENT aux MORTS

Le relevé n°54669 concernant la Commune Mixte de SIDI AÏSSA fait mention de 131 noms de soldats "Mort pour la France" au titre de la guerre 1914/1918. Aucun soldat n'est natif du douar CHELLALAT.

Pendant le 2 août 1962, vingt harkis de la S.A.S. de MAGINOT (MEDEA) ont été enlevés par l'A.L.N. et plus aucune nouvelle depuis. Certain du sort qui leur a été réservé nous avons une pensée toute particulière à leurs égards.

SYNTHESE réalisée grâce aux sites ci-dessous :

ET si vous souhaitez en savoir plus sur MAGINOT, cliquez SVP au choix, sur l'un de ces liens :

http://alger-roi.fr/Alger/titteri/textes/23_titteri_derniers_villages.htm#maginot

http://alger-roi.fr/Alger/maginot/pages/16_maginot_doc16_moissons_r_harrut.htm

http://fr.wikipedia.org/wiki/Chellalat_El_Adhaoura

<http://www.algerie-francaise.org/cimetiere/annexe-4-1.shtml>

<http://www.amicale8rpima.com/pages/photos-souvenir-amicalistes/algerie.html>

http://www.harkisdordogne.com/pages/Massacres_de_Harkis_de_Juillet_a_Aout_1962Premiere_partie-8268886.html

[http://www.francegenweb.org/~wiki/index.php/Monuments_aux_morts_d%27Alg%C3%A9rie_avant_l%27ind%C3%A9pendance_\(1830_-_1962\)#S](http://www.francegenweb.org/~wiki/index.php/Monuments_aux_morts_d%27Alg%C3%A9rie_avant_l%27ind%C3%A9pendance_(1830_-_1962)#S)

<http://algerie.eklablog.fr/la-naissance-de-la-wilaya-6-dans-le-sang-ou-l-assassinat-d-ali-mellah-a92423139>

<http://wilaya4.chez.com/affaires/bensaidi.htm>



2/ MOSTEFA LACHERAF

Mostefa LACHERAF est né le 7 mars 1917 à EL KERMA (près de MAGINOT) et décédé le 13 janvier 2007 à ALGER. C'est un écrivain, historien, sociologue et homme politique algérien.

Il fut un intellectuel à la double culture et un militant de l'indépendance algérienne. Nommé ministre de l'Éducation nationale de ce pays en 1977, il critiqua la politique démagogique qui lui succéda ainsi que le danger politique et culturelle que représentait l'islamisme. Mostefa LACHERAF est l'auteur d'*Algérie, nation et société* (1965, réédité par Casbah éd.), de *Les ruptures et l'oubli* (Casbah éd.) et *Des noms et des lieux. Mémoire d'une Algérie oubliée* (Casbah éd.).

Historien et homme politique algérien, il fut sa vie durant un franc-tireur. (Auteur Mohamed HARBI)

<http://www.jeuneafrique.com/Article/LIN28017mostefarehc0/>

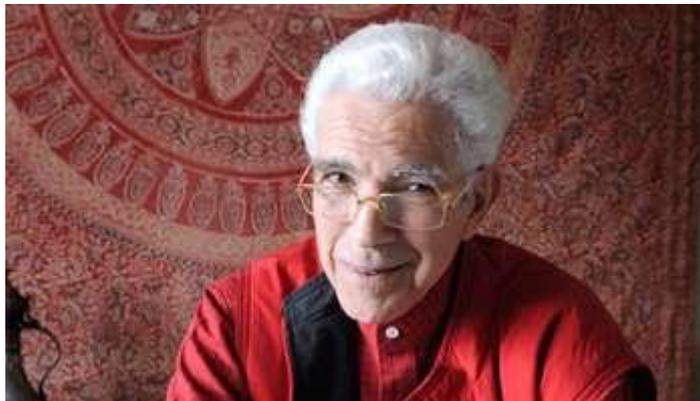
Immergé dans le Parti du peuple algérien (PPA), il projette, avec d'autres intellectuels, d'établir avec la culture populaire des liens qui permettraient à tous de se situer entre subordination au mouvement social et subordination du mouvement social

aux idées émancipatrices de la modernité. Leurs efforts ne parviennent pas à mettre à mal les conceptions, qui, à la fin des années 1940, constituent la perception plébéienne de la démocratie, fondée sur la négation de l'individu et la peur du débat ouvert. Déçu, LACHERAF se met en congé de parti après avoir amplement contribué à l'organisation de l'émigration sous l'égide du MTLD et au travail de son groupe parlementaire à l'Assemblée nationale française (1947-1950). Il décide d'agir en franc-tireur et d'exercer « *son esprit critique en toute liberté* ».

Acteur et témoin du temps présent, il a pour cible privilégiée l'historiographie coloniale et, tout en s'abreuvant à cette source, met sa plume et ses observations au service d'une cause : celle de l'émergence d'une nation en devenir et de la sauvegarde de sa mémoire. Mais dans sa défense du patrimoine, de l'islam et de la langue arabe, il prend nettement position contre les oulémas, pour le parti de la modernité.



Mostefa LACHERAF (1917/2007)



Mohammed HARBI (1933/....)

http://fr.wikipedia.org/wiki/Mostefa_Lacheraf

http://fr.wikipedia.org/wiki/Mohammed_Harbi

Le radicalisme politique de ses écrits publiés entre 1954 et 1956 et regroupés plus tard dans l'Algérie, nation et société² séduit les dirigeants du FLN, qui, dans la perspective de négociations, voient en lui l'expert rêvé. Ils font donc appel à lui et c'est en leur compagnie qu'il sera arrêté, en octobre 1956, lors du rapt de l'avion marocain qui les emmenait de Rabat à Tunis.

Libéré pour être assigné à résidence à la veille des premières négociations d'ÉVIAN, il s'évade et se rend à TUNIS. Le GPRA le délègue, avec Kateb YASSINE et Malek HADDAD, pour le représenter à la Conférence des écrivains d'Afrique et d'Asie, au Caire, puis l'intègre à la commission de rédaction du programme du FLN. Coopté au Conseil national de la Révolution, il vit dans le déchirement et l'angoisse l'implosion du FLN, et participe à toutes les initiatives susceptibles d'éviter l'effusion de sang. Cela ne lui vaut que des déboires. Son nom est rayé de la liste des candidats à la députation. Après la formation du gouvernement Ben BELLA, il décline toutes les responsabilités qu'on lui propose et, après le coup d'État du 19 juin 1965, se rapproche de BOUMEDIENNE.

En 1975, il fait partie du groupe des rédacteurs de la Charte nationale et devient brièvement (1977-1978) ministre de l'Éducation nationale. S'estimant à tort ou à raison peu soutenu contre les attaques menées contre ses projets par les partisans d'une arabisation à marche forcée, il démissionne et part en Argentine comme ambassadeur. Après la mort de BOUMEDIENNE et l'arrivée de Chadli BENDJEDID à la tête de l'État, l'intellectuel reprend, chez LACHERAF, le pas sur le politique, mais il ne parvient pas à tisser des relations avec le public. Son maître livre, *Des noms et des lieux, Mémoire d'une Algérie oubliée, Souvenirs d'enfance et de jeunesse* (1998) ne suscite pas les débats qu'il aurait dû provoquer. Ses écrits restent méconnus.

Pour moi, LACHERAF était un emblème respecté. Nous n'étions pas toujours du même avis sur l'analyse de la conjoncture, le socialisme ou la question des libertés, mais j'ai tenu, malgré les interdits et les pressions, à faire connaître ses écrits, en 1963, et à les faire discuter par ses pairs. J'ai tout fait pour qu'il accepte de prendre en charge l'Éducation nationale. Ben BELLA a fini par accepter, mais LACHERAF maintenait résolument son refus de coopérer avec lui. Occasion perdue pour la culture algérienne ? Je ne peux l'affirmer. Reste qu'en 1963 les culturalistes étaient loin d'avoir la force et les appuis qu'ils auront plus tard....

Complément NDLR : Partisan du bilinguisme pour l'enseignement de la langue française et la formation des enseignants en langue arabe pour parvenir à un niveau supérieur de formation nationale. À nouveau diplomate en poste au Mexique (septembre 1979), délégué permanent de l'Algérie auprès de l'UNESCO (septembre 1982), chef de mission à l'ambassade algérienne à LIMA, au Pérou (de janvier 1984 à septembre 1986), adversaire du président CHADLI, opposé à l'intégrisme, il est nommé en 1992 par le président BOUDIAB, président du Conseil Consultatif National. LACHERAF meurt le 13 janvier 2007 après avoir été admis le 21 décembre 2006 à l'Établissement hospitalier spécialisé situé à CLAIRVAL (Alger), à la suite d'un accident vasculaire cérébral.

L'avenir du pétrole

Ces employés, ces ouvriers, ces intellectuels, ces fonctionnaires, ces agriculteurs, patrons ou prolétaires, n'ont jamais envisagé, même aux heures les plus terribles du terrorisme urbain, qu'ils pourraient être conduits un jour à quitter leur terre natale. Ils appuyaient leur détermination sur les promesses du plan de CONSTANTINE, l'avenir du pétrole et du gaz sahariens, les milliards de francs investis dans la continuation des travaux de la base de MERS-EL-KEBIR et les propos tenus par Robert BURON, alors ministre des Transports du général de GAULLE, venu inaugurer l'aéroport d'ORAN-LA SENIA et qui déclara très haut à ce propos : « *Si nous avons investi des milliards pour la réalisation de cette œuvre magnifique, c'est pour vous démontrer que la France est décidée à rester ici et pour longtemps* ».



Robert BURON (1910/1973)



ORAN-LA SENIA

http://fr.wikipedia.org/wiki/Robert_Buron



MERS-EL KEBIR en 1881

En pleine guerre d'Algérie, les immeubles, en particulier les logements sociaux, ne cessèrent de croître dans les villes-champignons. Prenons l'exemple d'ORAN : en 1832, le commissaire du roi des Français, PUJOL, avait recensé 3 800

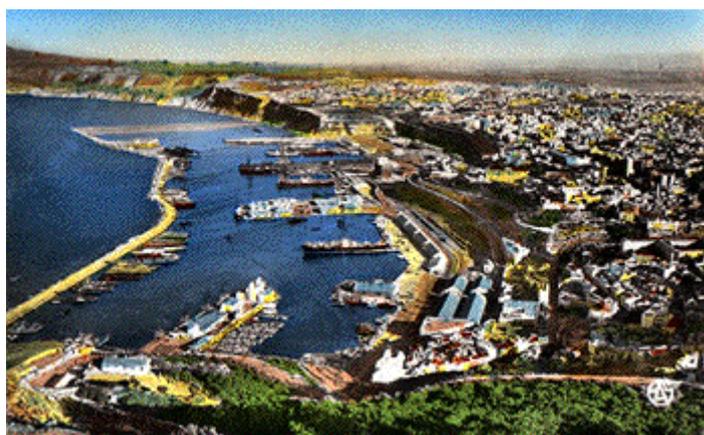
habitants, dont 750 Européens, 250 musulmans et 2 800 israélites. En 1913, avant la première guerre mondiale, ORAN, comptait 101 000 habitants dont 49 500 Français, 10 000 israélites naturalisés en vertu de la loi CREMIEUX, 25 000 étrangers européens et 16 500 indigènes musulmans. Le département comptait 1 100 000 habitants.



Adolphe CREMIEUX (1796/1880) : [http://fr.wikipedia.org/wiki/Adolphe Cr%C3%A9mieux](http://fr.wikipedia.org/wiki/Adolphe_Cr%C3%A9mieux)

Décret CREMIEUX : [http://fr.wikipedia.org/wiki/D%C3%A9cret Cr%C3%A9mieux](http://fr.wikipedia.org/wiki/D%C3%A9cret_Cr%C3%A9mieux)

Quarante ans plus tard, la ville avait plus de 300 000 âmes et le département près de deux millions. L'indépendance, contrairement aux prévisions optimistes des dirigeants de PARIS, allait vider cette cité et l'hémorragie humaine devait s'étendre au reste du pays.



ORAN

Au moment du vote de la loi d'accueil du 27 décembre 1961, le secrétariat aux Rapatriés avait évalué à 200 000 au maximum le nombre de Français qui pourraient être amenés à quitter leur foyer, leur situation et leurs biens dans les mois à venir. Mais au début de 1963, 230 000 familles avaient déjà déposé les dossiers qu'elles avaient dû remplir à leur arrivée en métropole. Selon les départements :

- les jeunes de 21 ans représentaient de 34 à 38 % des rapatriés ;
- les adultes de 21 à 55 ans, de 41 à 48 % ;
- les personnes âgées, de 14,5 à 20,5 %.

Ces chiffres concernaient 640 000 rapatriés, dont 47 % des hommes et 17 % des femmes avaient retrouvé une situation ; 35 % s'étaient concentrés dans la basse vallée rhodanienne et les Alpes, 16 % dans la région parisienne et 10 % entre les Pyrénées et la Gironde.

En 1966, d'autres statistiques furent dressées : elles portaient sur 1 368 065 rapatriés. Leur masse totale représente actuellement, onze ans après l'exode, une population active de 30 % qui s'est reclassée pour 17 % dans le secteur primaire, pour 43 % dans le secteur secondaire des industries de transformation et pour 40 % dans le secteur tertiaire.

4/ Un membre du gouvernement français en Algérie pour le 70^e anniversaire du massacre de Sétif ?

Le secrétaire d'État français chargé des Anciens combattants, Jean-Marc Todeschini, souhaite se rendre en Algérie pour commémorer le 70e anniversaire du massacre de Sétif. Une première pour la France à ce niveau de représentation



Pour la première fois, un membre du gouvernement français pourrait se rendre en Algérie pour commémorer les 70 ans du massacre de Sétif, là où des milliers d'Algériens ont été tués sous la colonisation française. Du 19 au 21 avril 2015, Jean-Marc Todeschini, secrétaire d'État chargé des Anciens combattants, souhaite effectuer un "voyage mémoriel" à SETIF, MERS EL-KEBIR et ALGER, a indiqué son cabinet à l'AFP, avec un seul message : "Aucune mémoire n'est oubliée, on est dans une mémoire apaisée".

Les commémorations officielles ont lieu en mai en Algérie mais Jean-Marc Todeschini s'y rendrait en avril pour des raisons d'agenda. De son côté, la France célèbre le 8 mai le 70^e anniversaire de la fin de la guerre de 1939-1945. Cependant, le voyage de Todeschini doit d'abord être approuvé par les autorités algériennes. "Le secrétaire d'État attend encore l'accord des autorités algériennes avec qui ce déplacement doit se faire en bonne intelligence", a-t-on indiqué.

Une première pour la France

En février 2005, l'ambassadeur de France en Algérie avait reconnu une responsabilité de la France dans ces massacres en évoquant une "tragédie inexcusable". Cependant, aucun membre du gouvernement français ne s'est encore rendu à SETIF pour commémorer cette sombre page de l'histoire franco-algérienne. Si elle avait lieu, la visite de Jean-Marc Todeschini pourrait donc faire date.

Le 8 mai 1945, alors que la France célébrait la victoire des Alliés sur l'Allemagne nazie, les festivités ont tourné au drame à Sétif, Guelma et Kheratta, dans l'Est de l'Algérie. Des manifestations de nationalistes ont été violemment réprimées par les forces françaises. Selon la mémoire collective algérienne, **45 000 personnes ont alors perdu la vie**, victimes de la police, de l'armée ou de milices de colons.

En décembre 2012, le président français François Hollande a reconnu "les souffrances que la colonisation a infligées" aux Algériens et dénoncé un "système (colonial) profondément injuste et brutal". Cependant, le travail de mémoire reste compliqué entre les deux pays. L'Algérie souhaiterait que la France aille au-delà des "petits pas" et s'excuse de manière globale pour son passé colonial.

Et aussi sur le même sujet :

http://www.lepoint.fr/monde/70e-anniversaire-du-massacre-de-setif-jean-marc-todeschini-en-algerie-07-04-2015-1919256_24.php

<http://www.leparisien.fr/international/massacre-de-setif-la-france-veut-rendre-hommage-aux-victimes-08-04-2015-4675541.php>

http://www.bvoltaire.fr/manuelgomez/un-membre-du-gouvernement-francais-setif.169742?utm_source=La+Gazette+de+Boulevard+Voltaire&utm_campaign=9e79ce92f4-RSS_EMAIL_CAMPAIGN&utm_medium=email&utm_term=0_71d6b02183-9e79ce92f4-22410389&mc_cid=9e79ce92f4&mc_eid=f9f113

NDLR : Mémoires partagées mais avec sommations perpétuelles de repentance !

Les estimations du nombre de victimes varient, d'une source à l'autre, de 1 100 à 100 000. Il est donc impossible de donner un chiffre précis sans devenir aussitôt un agent de propagande. Ce que font malheureusement beaucoup de journalistes reprenant systématiquement le chiffre erroné de 45 000 morts comme une vérité assénée. Pourquoi ? Oubliant que les premiers crimes de SETIF sont l'œuvre du PPA où la petite Arlette NAKACHE (9 ans), fut la première victime

innocente. Il y eut à SETIF, au total, 34 morts par une foule de manifestants prétendus pacifiques...

Les émeutes (planifiées) qui se sont propagées dans tout le Constantinois ont occasionnés 109 victimes chez les Européens et près de 800 chez les indigènes francophiles.

Une mémoire souhaitée apaisée mais toujours aussi contestée eu égard au génocide prétendu par des responsables algériens qui instrumentalisent toujours le nombre de victimes. Il varie selon le moment de 45 000 (en confondant volontairement avec le nombre d'insurgés) à 100 000 (en 2003 par le journal *El Moudjahid* !).

Ils sont aussi bien aidés par un réseau de nos médias et d'associations ayant une vision idéologique mais surtout partielle et partielle de ces douloureux événements.

Des représailles eurent lieu et personne ne le nie ; mais avant cela beaucoup ont combattu par instinct de survie afin de sauver leur famille.

Enfin pour que les mémoires soient apaisées il ne faut pas occulter la nôtre **comme c'est souvent le cas** : 8 mai 1945, 20 août 1955, MELOUZA, les milliers de morts de l'après 19 mars 1962 et le pogrom du 5 juillet 1962 à ORAN...

Pour en savoir plus sur cette tragédie :

http://quv.perville.free.fr/spip/article.php?id_article=164

<http://www.fncv.com/biblio/conflits/algerie/setif-8-mai-1945-Eugene-Vallet-livre/images/Eugene-Vallet-Livre-Drame-Algerien-Setif-8-mai-1945.pdf>

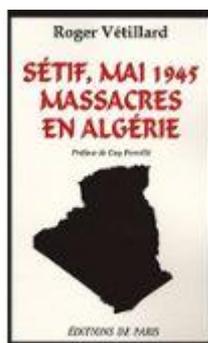
<http://ripostelaique.com/et-si-on-parlait-des-ss-mohamed-pendant-loccupation.html>

<http://popodoran.canalblog.com/archives/2010/12/index.html>

http://www.lepoint.fr/chroniqueurs-du-point/emmanuel-berretta/les-massacres-de-setif-analyses-par-un-prefet-a-la-retraite-14-06-2010-466490_52.php

http://www.clan-r.org/portail/IMG/pdf/De_gaulle_et_le_8_mai_1945.pdf

http://www.dailymotion.com/video/xeypgq_setif-gerard-miller-vs-roger-velill_news



« [Sétif, Mai 1945 - Massacres En Algérie](#) » [Roger Vétillard](#) Editions De Paris - 08/02/2008

5/ **Entretien. Rachid ARHAB : « J'ai confiance dans le génie algérien »**



Extrait : [...]

En vous lisant on a parfois l'impression que vous refusez votre appartenance à l'Algérie. D'un côté vous insistez durant votre carrière à ne pas prendre de pseudo, à garder votre nom et de l'autre vous refusez de porter la double nationalité...

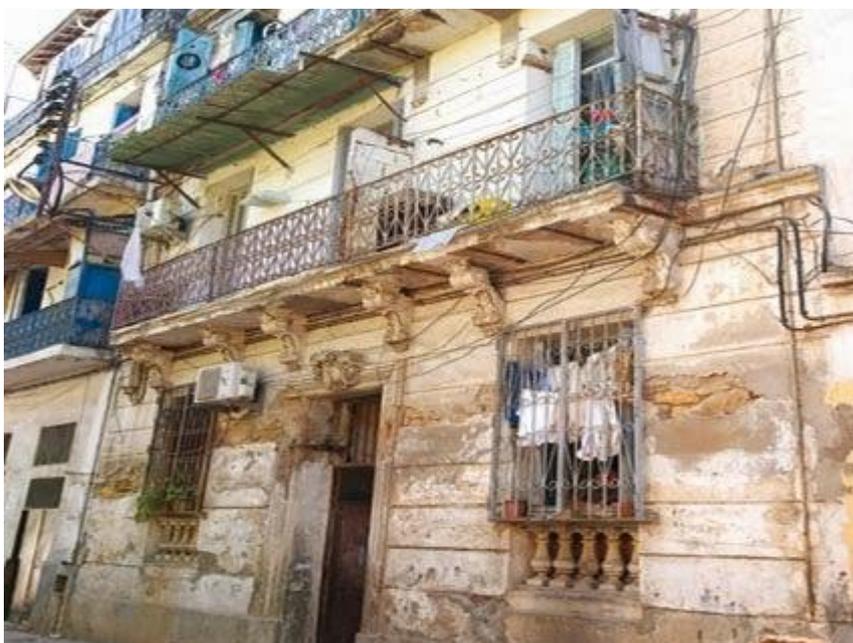
L'Algérie c'est mon innée, et la France c'est mon acquis, comme je le dis dans mon livre. Je suis né en Algérie, de souche berbère et je suis de culture française. Pour la question de la double nationalité, je me suis longtemps posé des questions. Le seul problème aujourd'hui est que ce n'est pas commode, pour venir en Algérie je dois demander un visa, mais à l'époque lorsque j'avais seulement la nationalité algérienne, je devais également faire des demandes de visas pour d'autres pays. Maintenant je vis en France, c'est seulement une sorte de cohérence, je ne suis dans le rejet ni de l'un ni de l'autre bien au contraire. Je ne renie rien, je fais partie de ces biculturels de demain.

On doit arrêter de nous demander de choisir entre les deux pays. Les papiers de tel ou tel pays, ce n'est qu'une question administrative, la double culture ne se résume pas à des papiers. Il faut cesser de nous obliger à nous identifier à l'une d'entre elles. Quand je suis à Orly je me sens bien, quand je suis à Houari Boumediene je me sens aussi chez moi. Lorsque je suis en Algérie les deux pieds devant la tombe de ma grand-mère, je me sens sur ma terre...]

Cliquez SVP sur ce lien pour lire l'intégralité : <http://www.tsa-algerie.com/2015/04/08/entretien-rachid-arhab-jai-confiance-dans-le-genie-algerien/>

6/ URBANISME : Certains immeubles d'ALGER doivent être rasés et non réhabilités

<http://www.algerie-focus.com/blog/2015/04/urbanisme-certains-immeubles-dalger-doivent-etre-rases-et-non-rehabilites/>



Certains immeubles des quartiers les plus anciens d'Algérie ne doivent plus être réhabilités mais tout simplement démolis. C'est ce qu'a déclaré à l'APS Abdelhamid Boudaoud, président du Collège national des experts architectes.

Les communes concernées sont Bab El Oued, Sidi M'hamed, El Madania, Hussein Dey et El Harrach. Mais d'autres quartiers situés dans d'autres communes, comme EL BIAR, doivent également être rasés, ajoute-t-il. La chose est regrettable, signale l'expert, mais l'état de ces **immeubles coloniaux** s'est tellement dégradé qu'il est impossible désormais de les réhabiliter.

C'est un pan entier de l'histoire de l'Algérie qui s'en va ainsi. Le délaissement que ces bâtiments ont subi, depuis des années, a fait qu'aucun spécialiste ne peut les «retaper». « Il est regrettable que les quartiers de BELCOURT, construits entre 1875 et 1880 par un entrepreneur du même nom, soient délaissés pendant des années », dira-t-il, avant d'ajouter : «"il faut arrêter l'hécatombe et désigner des experts-architectes, dont un millier sont en exercice en Algérie, aptes à établir un rapport sur l'état de santé de tous les anciens bâtiments afin de suggérer les solutions à appliquer et les sauver de la démolition ».

Il faut rappeler, à cet effet, que la wilaya d'Algérie avait dégagé un budget de 7 milliards de dinars pour la réhabilitation du vieux bâti. L'opération a débuté au mois de février de l'année passée. 792 immeubles sont concernés. La situation de la Casbah est encore plus grave. Abdelhamid Boudaoud rappelle que sur les 1700 maisons, recensées en 1962, il n'en reste que 600 environ.

NDLR : Ainsi, progressivement, toutes traces de notre passage disparaîtront...

L'ISLAM GAGNE DU TERRAIN EN FRANCE



<http://www.liberte-algerie.com/dilem/dilem-du-06-avril-2015>

7/ Pas d'ambassadeur gay au Vatican

Le pape François refuse de valider le choix de François Hollande pour le poste d'ambassadeur de France au Saint-Siège. La cause? Le candidat serait homosexuel. Une affaire qui empoisonne les relations entre Paris et le Vatican.



Depuis quelques jours au Quai d'Orsay, tout le monde ou presque s'est fait une raison. L'ambassadeur choisi le 5 janvier dernier par François Hollande pour le Vatican ne sera pas agréé par le pape François. Le Saint-Siège est entré dans une "période de silence". Et il devient clair que la France doit faire une nouvelle proposition. Les noms de trois autres "challengers" circulent déjà : Emmanuelle DACHON, la secrétaire général du Quai qui fut ambassadrice en Irlande, l'ambassadeur en Arabie Saoudite, Bertrand Besancenot, et René Roudaut, en poste à Bern. Tous deux sont mariés et père de famille.

Laurent STEFANINI, le chef de protocole du chef de l'Etat et de son prédécesseur, qui avait été secrètement désigné serait déjà en lice pour une autre destination en Europe. Plus au Nord. Comme l'a révélé *Le Canard Enchaîné*, le Vatican ne voudrait pas de ce célibataire, sans enfant, réputé pour son professionnalisme et sa discrétion fin connaisseur des arcanes curiales car il serait... homosexuel.

Des soutiens de choix et un CV parfait pour le poste...

Cliquez SVP sur ce lien pour lire la suite : <http://www.lejdd.fr/Societe/Religion/Le-pape-Francois-ne-veut-pas-de-l-ambassadeur-francais-propose-par-Francois-Hollande-727092>

8/ NOS CHERS SOUVENIRS

-1954 - 1962 - Christian VEBEL vous a compris..

http://www.dailymotion.com/video/x20tdw2_1954-1962-l-algerie-christian-vebel_people%C2%A0%C2%A0

Les petits documentaires sur le coté sont aussi intéressants.

-Conférence : Mémoire de là-bas, une psychanalyse de l'exil – par Hubert RIPOLL

Hubert RIPOLL est né à Philippeville animera un débat le lundi 13 avril 2015 à 16 h 30 à l'amphithéâtre de l'Espace Association GARIBALDI – 12 Ter Place GARIBALDI à NICE – Entre libre et gratuite (Voir PJ n°2 jointe à l'info).

EPILOGUE CHELLALAT

Année 2008 = 57 300 habitants



La pinède de cyprès serrés et les vergers environnants en ont fait une petite vallée riuse. En quelques minutes, l'état parfait de la route fait aboutir à SEGHOUANE (ex. ARTHUR) et fief de la grande famille des BOUCHENAF. Limitée à l'Ouest par la contrainte de l'oued, la localité s'est développée sur la colline est, plantée elle aussi d'essences forestières. On accède, présentement, au village par une entrée surmontée d'une double arche joliment ouvragée. Le carrefour à la sortie Sud, annonce les vestiges archéologiques d'ACHIR, ancienne capitale Ziride à 42 kilomètres sur la route AÏN BOUCIF, CHELLALAT EI ADHAOURA (ex. MAGINOT) et SIDI AISSA à l'Est.

BONNE JOURNEE A TOUS

Jean-Claude ROSSO